



## Communiqué de presse - 4 septembre 2025

## Emploi non lucratif sanitaire et social : Les effectifs salariés de l'aide à domicile toujours en berne, à l'inverse du reste du secteur

L'Uniopss, à travers son Centre de Ressources DLA, et l'association Recherches & Solidarités publient la 17<sup>e</sup> édition du « Bilan de l'emploi privé non lucratif sanitaire et social ». Un bilan marqué par une légère progression de l'emploi salarié, dans un secteur médico-social qui demeure sous tension.

En 2024, le secteur sanitaire et social privé non lucratif compte **39 350 structures employeuses** (**95 % d'associations** et 5 % de fondations) et représente environ **1 202 000 salariés**. Avec 58 % des effectifs salariés de l'ensemble privé non lucratif, les organisations des solidarités et de la santé restent le premier employeur non lucratif en France. **5 régions comptent plus de 100 000 salariés**: l'Île-de-France (198 800), Auvergne-Rhône-Alpes (147 700), les Hauts-de-France (121 300), la région Grand Est (114 300), l'Occitanie (112 800) et la Nouvelle-Aquitaine (108 000).

Entre 2018 et 2024, le nombre d'établissements employeurs du secteur sanitaire et social privé non lucratif a augmenté de 10,6 %. Le nombre de salariés a, quant à lui, progressé de 8,3 %, soit une croissance légèrement en retrait par rapport à celles enregistrées pour l'ensemble du secteur privé non lucratif et pour l'ensemble de l'emploi privé en France (en progression chacun de 9,2 %).

S'agissant des sept grands domaines d'activité du secteur privé non lucratif sanitaire et social étudiés dans le Bilan de l'emploi, le **domaine de l'aide à domicile décroche nettement du reste du secteur,** avec une baisse de 10 % sur la période 2018-2024, qui tend à se stabiliser en 2024. On y compte 148 715 salariés pour plus de 4 100 structures employeuses.

Le domaine du handicap reste le plus important en nombre d'établissements employeurs (7 560, soit 19,2 % des structures employeuses) et en nombre de salariés (360 360, soit 30 % des effectifs du secteur). Ces six dernières années, l'emploi y a progressé de 3,1 %, soit une croissance bien moins soutenue que celle de l'ensemble du secteur sanitaire et social non lucratif (+8,3 %).

Dans le domaine de l'hébergement pour adultes en difficultés, selon la dénomination de l'INSEE (code APE 8790B), l'évolution de l'emploi est marquée par une croissance de 32 %, soit la hausse des effectifs salariés la plus importante du secteur sanitaire et social non lucratif de ces six dernières années. On y dénombre 50 480 salariés, répartis dans 2 445 établissements employeurs.

Le domaine « Protection de l'enfance-Jeunesse », qui englobe les structures aux codes APE 8790A (Hébergement social pour enfants en difficultés) et 8899A (Accueil et accompagnement d'enfants et d'adolescents), compte, en 2024, plus de 79 300 salariés et 2 670 structures employeuses. Sur la période 2018-2024, il est l'un des domaines, après celui de l'hébergement pour adultes en difficultés, qui a connu l'une des hausses les plus significatives de ses effectifs salariés, avec une progression de 23 %.

Concernant le **domaine de la santé**, il rassemble les structures relevant des codes APE de la division 86 et celles du code 8720B (*Hébergement social pour personnes toxicomanes*). Il comptabilise près de 5 300 établissements employeurs et 195 100 salariés, en forte hausse (+18 %) entre 2018 et 2024.

Les associations et fondations en faveur des personnes âgées (hors aide à domicile), comptent 3 600 établissements employeurs et 133 215 salariés. Entre 2018 et 2024, les effectifs salariés dans ce domaine ont connu une croissance de 6,5 %, soit une progression inférieure à celle de l'ensemble du secteur sanitaire et social privé non lucratif.

Enfin, dans le **domaine de l'accueil de jeunes enfants sans hébergement**, le nombre de structures employeuses s'élève à 3 680 et le nombre de salariés à 47 500. L'évolution de l'emploi y est en hausse continue ces dernières années, enregistrant une augmentation de 8,7 % entre 2018 et 2024.

L'ensemble de ces chiffres apportent un éclairage précis sur l'évolution de l'emploi privé non lucratif sanitaire et social. Toutefois, l'Uniopss souligne l'importance de mettre ces données en perspective avec la crise majeure que traverse le secteur médico-social, heurté de plein fouet par un manque d'attractivité des métiers et une difficulté à recruter à l'aune de besoins croissants.

Accédez au Bilan 2025 de l'emploi associatif sanitaire et social



Contact presse: Valérie Mercadal - 01 53 36 35 06 - vmercadal@uniopss.asso.fr